

C'est, en milliards d'euros, le bénéfice net réalisé par le groupe Ford en 2010.



1 000 emplois rattrapés chez Ford

Après l'avoir cédée à une holding, le constructeur automobile américain, aidé par l'État et la région, reprend la main sur l'usine de Blanquefort dans le Bordelais.

Dans le Bordelais, on se souvient de l'inauguration de l'usine Ford de Blanquefort en 1973 par Henry Ford, le président Georges Pompidou et le député maire Jacques Chaban-Delmas. Près de 2 500 salariés pour produire des boîtes de vitesses. Des dizaines de milliers d'emplois induits. Mais il y a quatre ans, le groupe automobile Ford invoque « la crise » et programme la fermeture pour avril 2010. Grosse bagarre. Les salariés s'inventent au Salon de l'auto de Paris et font du bruit. La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, s'empare elle-même du dossier. En mai 2009, un repreneur est trouvé. Ford cède alors son usine de Blanquefort près de

Bordeaux et ses 1 600 salariés à la holding allemande HZ, aux actionnaires « masqués », associée au groupe Johann Hay, qui s'étaient engagés à investir 200 millions d'euros.

L'ACTIVITÉ BAT DE L'AILE

Au titre de l'aménagement du territoire, ces repreneurs, notamment porteurs d'un projet de matériel éolien, bénéficient de primes de l'État à hauteur de 12 millions d'euros, « *sous condition express de maintien de l'emploi* ». Mais sous le nom de First Auto Industrie, l'activité bat de l'aile. Le projet éolien ne voit jamais le jour. Il manque 40 millions d'euros dans les caisses. Salariés et élus locaux continuent de mener bataille pour que Ford vienne raccrocher son logo sur la façade de

L'État et la région Aquitaine s'engagent à participer à hauteur de 35 à 40 millions d'euros.

l'entreprise. En janvier 2011, Ford reprend effectivement la main, rachetant le site (qui continue de produire des boîtes de vitesses pour le marché américain) pour un euro symbolique, ne garantissant le maintien que de 200 emplois. « *Syndicats, élus locaux et comité de soutien ont continué à revendiquer pour empêcher les licenciements en exigeant de Ford un vrai projet structurant, qui s'inscrive dans le plan de développement du groupe Ford Europe* », rappelle Gilles Penel, secrétaire CGT du comité d'entreprise. Depuis ven-

dredi, c'est « le soulagement ». Le vice-président de Ford Europe, Ken Macfarlane, est venu annoncer un plan industriel qui confie plusieurs productions au site de Blanquefort. Dont la boîte six vitesses automatiques « 6F35 » destinée à des véhicules des gammes moyennes et supérieures de la marque à l'horizon 2013. L'État et la région Aquitaine s'engagent à participer à hauteur de 35 à 40 millions d'euros aux investissements, qui devraient dépasser les 100 millions d'euros. À la clé, 1 000 emplois sauvés. Même s'il y a « *méfiance* » parce que « *Ford nous a déjà menti et vendu une fois* », c'est « *une victoire* » et à plus d'un titre, selon Gilles Penel. Il n'y aura pas de licenciements secs : le plan de 336 départs est prévu sur la base du volontariat (préretraites, départs volontaires vers des CDI ou la création d'entreprise). Victoire aussi pour les entreprises sous-traitantes et les emplois induits évalués à 10 000 en 2006. Manque encore le logo Ford sur la façade. Signe qu'il y a effectivement des raisons d'avoir la victoire méfiante ?

LAURENCE MAURIAUCOURT

LES 7 ATOUTS DU SITE GIRONDIN

Selon Ken Macfarlane, vice-président de Ford Europe, interrogé dans *Sud-Ouest*, la décision de confier la production de la boîte 6 vitesses à l'usine de Blanquefort repose sur sept critères : un « *très bon partenariat avec les services de l'État et des collectivités locales* », son « *très bon état* », sa « *forte capacité d'adaptation* »,

« *un savoir faire reconnu dans le domaine des transmissions automatiques* », une capacité à « *répondre aux objectifs de compétitivité et de productivité* » que fixeront le constructeur et « *une grande flexibilité* ». Et ultime argument : « *Des possibilités de réduire les frais généraux, les frais de structures et autres dépenses.* »